



## DEFENDRE LES DROITS DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DU SEXE



Rapport annuel 2018

## Comité

Marie Anderführen (jusqu'au 07.05.2018), Sara Arsever, Sylvie Arsever, Agnes Földhazi, Christoph Jakob (co-président), Claudette Plumey (co-présidente), Sandra Rodriguez (jusqu'au 07.05.2018), Marianne Schweizer, Sylvain Thévoz, Tania Tornay, Hélène Upjohn, Elizabeth Zibung

## Equipe

Judith Aregger, Alice Bernaschina, Gil Boesch, Isabelle Boillat, Tatiana Caraulean, Fabian Chapot, Eric Chevalier, David Côte-Reàl, Sarita Dumitriu, Pénélope Giacardy, Caroline Gomez Keizer, Krisztina Kasa, Isabelle Lauper, Rafaela Machado, Yamada Nakaoka, Fernanda de Oliveira Rodriguez, Mirjam Palanca, Eva-Luna Perez Cruz, Maya Pfiffner, Carla Schiess, Bruno Rogerio Soares Rodrigues, Beata Toth, Mireille Wehrli, Diane Zwygart

## Le mot de la présidence

*En 2018, Aspasia a poursuivi le développement de ses projets en adaptant ses services aux conditions d'exercice des travailleur.se.s du sexe. Celles-ci montrent une péjoration engendrée par une concurrence toujours plus rude et des contraintes grandissantes qui entraînent une plus grande précarité et laissent le champ libre à de nouvelles exploitations.*

*Aspasia se retrouve donc face au double enjeu d'assurer ses services existants, tout en développant de nouveaux projets pour répondre aux défis à venir. En 2018, ce sont entre autres :*

- 565 personnes qui ont bénéficié de suivis individuels sur des questions administratives, sociales, sanitaires et/ou juridiques*
- 1324 consultations spontanées lors des permanences d'accueil*
- 1675 contacts dans la rue (informations et conseils)*
- 397 entretiens de promotion de la santé et des droits menés dans les salons érotiques*

*De plus, Aspasia a inauguré en 2018 de nouveaux bureaux privilégiant l'accueil et l'échange. Ces lieux sont voués à être un espace de rencontre, de partage, de réflexion et de solidarité entre les personnes.*

*En octobre 2018 ont débuté des séances d'information, prévues dans la LProst et dispensées par Aspasia tous les après-midis du lundi au vendredi. En trois mois, 307 personnes y ont participé.*

*Enfin, un site internet a été inauguré, CallMeToPlay, permettant aux travailleur.se.s de proposer leurs services gratuitement et à Aspasia et d'autres associations de promouvoir des messages de prévention. Ce site a déjà connu un succès certain dès son installation en octobre avec l'inscription de 151 travailleur.se.s du sexe et une fréquentation de 49'067 utilisateurs.*

*Merci donc au travailleur.se.s du sexe pour leur confiance, aux membres de l'équipe pour leur travail et leur dévouement, aux bénévoles et aux membres du comité pour leur engagement et leurs compétences, et aux donateurs pour leur soutien financier et stratégique. Ensemble, nous nous battons pour que le travail du sexe puisse s'exercer dans un cadre qui favorise l'autonomie, la liberté et le respect.*

*Christoph Jakob et Claudette Plumey, co-président.e.s*

## Sommaire

Mot de la présidence	3
Séances d'information pour les travailleur.se.s du sexe	5
LProst 2017 : une nouvelle mouture qui n'atteint pas son objectif de protection	9
Des difficultés d'accès aux soins pour les plus précaires	11
Travail du sexe et Internet	14
Soutien & Accompagnement	17
Tournées Outdoor dans les quartiers Pâquis/Gare pour les travailleuses et les travailleurs du sexe	17
Indoor	18
Cours de français	18
Lutter contre toutes les formes de violences	18
Plaidoyer et mobilisation	18
Nouveaux locaux	19
Travailler en réseau	20
Comptes et bilan	21
Remerciements	23

## Séances d'information pour les travailleur.se.s du sexe

### **Une mobilité toujours plus importante entraînant de nouvelles vulnérabilités**

En octobre 2018, les séances d'information destinées aux personnes qui débutent le travail du sexe dans le canton de Genève voient le jour dans les nouveaux locaux d'Aspasie.

Ces sessions quotidiennes sont le fruit d'une réflexion menée par Aspasie depuis plusieurs années face aux nouveaux enjeux du travail du sexe et aux difficultés croissantes rencontrées par l'association pour mener à bien sa mission de soutien et de défense des droits des travailleur.se.s du sexe (TDS).

Ces dernières décennies, la prostitution n'a cessé d'évoluer et de se diversifier, faisant naître de nouveaux enjeux : si les lieux traditionnels où s'exerce depuis toujours le travail du sexe n'ont pas disparu (rue, salons érotiques, etc.), la révolution numérique d'une part et une mobilité en forte augmentation d'autre part ont mené à un isolement accru et à une plus grande invisibilité des TDS face aux actions menées par les associations de soutien.

Ainsi, il n'est pas rare qu'un.e TDS change de lieu de travail plusieurs fois par mois. Il.elle peut travailler une semaine à Genève, la suivante à Zurich, puis se rendre à l'étranger pour quelques jours. Certain.e.s travaillent en salon ou en agence, d'autres sont entièrement indépendant.e.s et travaillent à domicile, dans la rue, ou se déplacent pour rencontrer les client.e.s. Cette forte mobilité, si elle offre des avantages et de nouvelles opportunités aux TDS pour entrer en contact avec de nouveaux.elles client.e.s, contribue aussi à les isoler et peut ainsi augmenter leur vulnérabilité aux risques sanitaires, de violences ou d'exploitation qui pourraient survenir dans leur activité.

### **Les réalités du terrain**

Lorsque la Cour des comptes est mandatée par le Conseil d'Etat genevois en 2014 pour mener une évaluation de la Loi sur la prostitution datant de 2010 (LProst), les magistrats en charge du dossier approchent les associations Aspasie et Boulevards et demandent à accompagner leurs équipes sur les lieux où s'exerce le travail du sexe.

Lors de ces tournées en compagnie des collaboratrices socio-sanitaires des deux associations, celles-ci leur font observer la très grande mobilité et les rotations incessantes des TDS sur les lieux de prostitution, rendant le travail de

prévention d'autant plus complexe et ne permettant pas d'atteindre toutes les personnes. Il est donc nécessaire de trouver les moyens de mieux informer les TDS sur leurs droits, sur la prévention et la réduction des risques liés à leur profession, ou encore sur les conditions d'exercice de la prostitution à Genève et en Suisse en général.



## Soyez informé.e.s

---

- DE Informiert sein
- ENG Be informed
- ESP Estar informados/as
- HU Legyél tájékozott
- IT Essere informato.a
- PT Esteja informada.o.s
- RO Fiti informato/informati

Sous l'impulsion des travailleuses du sexe elles-mêmes, l'idée naît de mettre sur pied des séances permettant de dispenser une information globale sur les métiers du sexe au plus grand nombre de professionnel.le.s possible. La Cour des comptes entend ces considérations et, convaincue du bien-fondé d'un tel projet, l'inscrit dans ses recommandations lors de la publication de son rapport en décembre 2014.

Ce projet, inédit et novateur, se concrétise de manière tout d'abord théorique à travers le mémoire de deux collaboratrices d'Aspasie publié en 2015 dans le cadre d'un certificat en promotion de la santé et santé communautaire. Puis il est inscrit dans la loi modifiant la loi sur la prostitution en mai 2017, revêtant dès lors un caractère obligatoire pour toute personne désirant débiter le travail du sexe à Genève. S'ensuivent les recherches de fonds, l'élaboration du contenu, la rédaction d'un guide en huit langues, la création du support de présentation et, enfin, l'engagement et la formation d'une équipe d'animation multilingue composée de travailleuses et travailleurs du sexe et de médiatrices.

## Être informé.e, c'est reprendre le pouvoir

Le 1<sup>er</sup> octobre 2018, les séances accueillent leurs premier.ère.s participant.e.s. Pour la première fois, des TDS reçoivent en une seule session de deux heures, dispensée quotidiennement dans un cadre neutre, impartial et non-jugeant, toutes les informations nécessaires à l'exercice de leur activité dans les meilleures conditions possibles. Les sujets sont en lien direct avec le travail du sexe et le quotidien des TDS : cadres légaux genevois et suisse, droits et devoirs, santé sexuelle et globale, ficelles du métier, techniques de négociation, tarifs, questions administratives, sécurité, contrainte, violences et exploitation, traite des êtres humains, réorientation professionnelle, lieux ressources, etc.

Être informé.e, c'est reprendre le pouvoir et se donner les moyens de décider en toute connaissance de cause et en toute indépendance. C'est se prémunir contre l'influence de tiers et d'intermédiaires qui tenteraient de tirer profit du manque d'informations. C'est connaître ses droits et prendre les bonnes décisions pour soi-même et dans le cadre de son activité. C'est aussi, pour les potentielles victimes de réseaux d'exploitation ou de traite, la possibilité de prendre conscience que les conditions dans lesquelles elles sont contraintes de travailler sont illégales et qu'il existe des endroits où trouver de l'aide et obtenir protection et refuge.

Immédiatement, les retours sont positifs. Alors que 75% des participant.e.s ont déjà exercé l'activité avant de venir travailler à Genève, plus des deux-tiers estiment que les informations dispensées sont utiles ou très utiles. Malgré la diversité des langues, des pays de provenance et des contextes de travail, les échanges entre les participant.e.s sont nombreux : on parle de ses propres expériences, on se donne des tuyaux, des adresses de travail, on échange son numéro. Bref, on réseaute.

Les séances  
d'information, c'est :

60 sessions pour 307  
participant.e.s

94% de femmes, 4% de  
trans\*, 2% d'hommes

61% des personnes ont  
entre 18 et 28 ans

La majorité provient  
d'Espagne et de l'Est de  
l'Europe

(du 1.10 au 31.12.2018)

En quelques mois, un grand nombre de personnes sont déjà revenues nous voir en permanence d'accueil, ou ont pris rendez-vous pour des consultations privées ou un dépistage gratuit. Certaines ont été accompagnées vers des réseaux de soin, ou orientées vers d'autres structures pour une prise en charge adaptée à leur problématique. D'autres encore ont décidé de changer de lieu d'activité car elles n'étaient pas satisfaites des conditions de travail ou des forfaits appliqués par certains établissements.

Des dizaines se sont inscrites sur notre site d'annonces gratuites *CallMeToPlay*.

Ces premiers effets sont réjouissants : ils laissent augurer que l'objectif ultime des séances d'information - celui de défendre les droits, l'autonomie et l'indépendance des travailleuses et travailleurs du sexe - est en passe de se produire.

C'est une première victoire que nous savourons à sa juste valeur en n'oubliant pas que c'est précisément dans ce but qu'Aspasie a été créée il y a bientôt quarante ans par des travailleuses du sexe et leurs allié.e.s.



## LProst 2017 : une nouvelle mouture qui n'atteint pas son objectif de protection

Si Aspasia applaudissait en 2017 la prise en considération par le législateur de la nécessité de mieux informer les TDS sur la pratique de leur activité à Genève, elle regrettait dans le même temps que la recommandation n°10<sup>1</sup> de la Cour des comptes n'ait pas été prise en considération: celle-ci préconisait



d'autoriser à nouveau deux TDS à exercer ensemble dans un même local sans devoir se constituer en salon<sup>2</sup>, une revendication portée par Aspasia et nombre de TDS dès l'adoption de la première loi genevoise sur la prostitution en 2010.

Aspasia, comme sa consœur Boulevards, observe qu'en moins de dix ans, les TDS ont perdu une grande partie de leur autonomie et leurs conditions de travail se sont considérablement détériorées.

Une mobilité en hausse constante, l'essor d'internet, l'arrivée de nouvelles populations migrantes plus précaires engendrant une concurrence croissante couplée à des « prix cassés », ont certes contribué à péjorer les conditions de travail des plus vulnérables. Mais la loi adoptée en 2010, dont l'objectif prioritaire était la protection des TDS<sup>3</sup>, a grandement contribué à la prolifération d'intermédiaires et ainsi joué un rôle décisif dans le processus de dés-autonomisation et de précarisation des TDS.

Ces tiers et intermédiaires de tout genre ont rapidement exploité les failles de la loi et imposé, sans être aucunement inquiétés, des tarifs usuraires pour des

---

<sup>1</sup> Cour des Comptes, Rapport d'évaluation de la politique publique en matière de prostitution, déc. 2014 : <http://www.cdc-ge.ch/fr/Publications/Rapports-d-audit-et-d-evaluation/2014-N-76-a-85/Rapports-d-audit-et-d-evaluation-2014.html>;

<sup>2</sup> Une des deux personnes doit se déclarer patron.ne, répondre à un grand nombre d'exigences administratives et exercer un contrôle sur l'autre personne.

<sup>3</sup> Chap. I, Art.1 Buts, a) : *garantir, dans le milieu de la prostitution, que les conditions d'exercice de cette activité sont conformes à la législation, soit notamment qu'il n'est pas porté atteinte à la liberté d'action des personnes qui se prostituent, que celles-ci ne sont pas victimes de la traite d'êtres humains, de menaces, de violences, de pressions ou d'usure ou que l'on ne profite pas de leur détresse ou de leur dépendance pour les déterminer à se livrer à un acte sexuel ou d'ordre sexuel;*

« services » leur permettant de réaliser des bénéfices indus sur le travail d'autrui.

Aspasie défend le même objectif depuis près de quarante ans : favoriser l'indépendance et l'autonomie des travailleur.se.s du sexe. Cela passe notamment par la possibilité de garder la liberté de travailler seul.e ou en petite structure indépendante, sans avoir recours à des « tiers organisateurs ».

Or nous constatons aujourd'hui que ces nouvelles mesures imposées aux TDS ont conduit à une détérioration de leur situation, en engendrant notamment une multiplication des salons de moyenne et grande importance dans lesquels les conditions d'exercices sont souvent dégradées, voire non conformes à la loi (horaires, pratiques et clients imposés, tarifs usuraires, etc.).

Du côté des appartements privés, la situation est également tendue: profitant de la difficulté, voire de l'impossibilité, pour les TDS de louer directement un local (statut précaire, documents insuffisants, éventuelles poursuites, etc.), des bailleurs peuvent, en toute impunité, pratiquer des sous-locations à des tarifs usuraires, louer une chambre à deux voire trois femmes en même temps, et générer des profits extrêmement élevés.

Nous dénonçons enfin avec vigueur le fait que certains intermédiaires puissent multiplier les baux, sans qu'aucune limite d'un nombre maximum d'appartements loués par une seule et même personne ne soit imposée. Il est en effet difficilement justifiable, sur un marché du logement déjà extrêmement tendu, qu'un particulier puisse sans aucune restriction louer trois, cinq, ou des dizaines d'appartements pour ensuite les sous-louer à des TDS en engrangeant des revenus extrêmement élevés pris sur les gains de ces dernières.



C'est pourquoi nous continuons et continuerons à dire que la législation doit tendre à réprimer ce genre de situations, qui relèvent de l'usure et de l'exploitation, plutôt qu'à ajouter de nouvelles contraintes aux personnes qui exercent le travail du sexe.

## Des difficultés d'accès aux soins pour les plus précaires

En Suisse, depuis 1994, la LAMal est un socle social qui doit garantir à tous et toutes un accès aux soins via une couverture maladie universelle et obligatoire. Or, le système en vigueur et le fonctionnement complexe des assurances maladie sur notre territoire n'œuvrent pas en faveur de cet objectif. D'années en années, les primes augmentent, les prestations sont redéfinies par les compagnies, et du côté des bénéficiaires, le reste à charge est souvent très important.

Certes, le travail du sexe peut être une activité professionnelle lucrative qui permet à certain.es d'avoir accès à d'importants revenus et avoir un niveau de vie assez aisé, mais il peut être aussi pour certain.es une stratégie financière qui permet de vivre au quotidien mais dans des conditions souvent précaires. Il est commun que 40 ou 50 % des gains soient reversés à la structure dans laquelle un.e TDS exerce. Si il.elle a opté pour un système dit « hôtelier », c'est alors entre 100 et 150 CHF qui doivent être payés chaque jour pour l'occupation d'une chambre ou d'un studio. Ainsi, le loyer mensuel s'élève à 3000 ou 4000 francs par mois et ce, pour des logements souvent modestes, voire désuets. C'est ainsi que, même si les gains sont importants, les frais liés à l'exercice de l'activité le sont tout autant, ce qui crée des situations de précarité et de pauvreté.



En exerçant leur activité, les travailleurs et travailleuses du sexe s'exposent à des risques qui peuvent avoir des impacts sur leur santé (infections sexuellement transmissibles, violences, etc...). Pour minimiser ces risques, chacun.e élabore ses propres stratégies. Or, nous savons que les travailleur.se.s du sexe les plus précaires sont ceux et celles qui disposent d'un moindre pouvoir de négociation, face à la pression de certains comportements de clients ou de gérants qui les incitent à prendre des risques. Ainsi, plus la précarité augmente, plus les vulnérabilités face aux risques spécifiques de l'activité s'accroissent.

Défendre les droits des travailleur.s.es du sexe, c'est aussi œuvrer pour garantir un accès aux soins et le droit à la santé pour tous et toutes. Nous travaillons au quotidien pour réduire les obstacles et les vulnérabilités afin que les travailleur.se.s du sexe, quels que soient leur statut, leurs conditions de vie ou de travail, et leur niveau de revenus, puissent avoir accès à des services de santé et à des offres de dépistage.

Pour ce faire, nous avons développé en 2018 les actions du pôle santé, en développant l'offre de dépistage des Big 5 (VIH, Hep B, syphilis, gonorrhée, chlamydia) : 2 sessions de dépistages gratuits organisés avec le Groupe Sida Genève à Aspasia chaque mois, et un partenariat avec le laboratoire Proxiliss qui propose un tarif très avantageux aux personnes souhaitant réaliser ce test en dehors d'Aspasia (80 CHF). Nous avons également renforcé notre réseau afin de développer des partenariats de qualité avec des professionnel.le.s de santé qui proposent des consultations et des examens à prix accessibles. Enfin, nous proposons des entretiens de santé pour les TDS qui nous sollicitent. Accompagné.e.s par une infirmière connaissant très bien les différentes réalités du travail du sexe, ces suivis sont plus particulièrement proposés à des personnes identifiées comme particulièrement vulnérables ou exposées à des violences afin de faire le point sur leur situation, profiter de parler de leur santé pour les aider à verbaliser des situations de violences ou de traite des êtres humains et trouver avec elles des stratégies d'émancipation.

En 2018, **87 personnes** ont été suivies et accompagnées au pôle santé.

Nous avons également mis en place le « Fond Santé » qui permet la prise en charge de frais médicaux (traitements, consultations, examens), dans des cas d'urgence ou semi-urgence pour des personnes précaires qui ont des difficultés d'accès aux soins.

En 2018, **16 personnes** ont pu bénéficier du « Fonds Santé ».



## Travail du sexe et Internet

Internet est devenu un outil majeur de rencontre des différents acteurs du travail du sexe, mais demeure un espace où la prévention et l'information ne sont pas ou peu présentes.



On y trouve de multiples formes et propositions de services sexuels tarifés, sur de nombreux sites. Certaines plateformes sont spécialisées dans la mise en ligne d'annonces érotiques, d'autres dans les rencontres amoureuses ou sexuelles, ou encore les petites annonces de particulier à particulier.

Mais sur l'ensemble de ces sites, qu'ils s'adressent aux hommes ou aux femmes, on ne trouve quasiment jamais d'informations utiles, que ce soit sur la prévention ou la promotion de la santé, les droits, ou toutes autres informations importantes qu'il vaut mieux connaître lorsqu'on est un acteur du sexe tarifé. De plus, ces sites sont souvent onéreux, et constituent des tiers intermédiaires qui profitent d'une activité lucrative sans proposer d'autres informations utiles aux travailleur.se.s du sexe.

**Le travail du sexe, lorsqu'il est exercé via Internet, a ses spécificités que nous devons connaître, maîtriser et désormais prendre en compte.**

Les TDS qui postent leurs annonces sur le web sont en effet confrontées à d'autres types de risques concernant leur sécurité et la protection de leur vie privée.

L'isolement peut aussi représenter un frein dans l'accès et la diffusion des informations qui les concernent. De plus, tout autant qu'il puisse être un formidable outil d'accès à la connaissance et à l'information, Internet peut également être source de désinformation.

Face à ces constats, nos associations de santé communautaire Aspasie et Fleur de Pavé ont souhaité mettre en place un outil novateur, qui permette à la fois de mener des actions de prévention auprès de TDS et de leurs clients, mais également de favoriser l'autonomie et renforcer les capacités des personnes qui exercent le travail du sexe en Romandie.

## Un nouveau site d'annonces, d'information et d'échanges pour les travailleur.se.s du sexe en Suisse romande

Nous avons donc lancé le premier site internet gratuit de petites annonces érotiques, d'information et d'échanges pour les TDS en Suisse romande, [www.callmetoplay.ch](http://www.callmetoplay.ch). Face à une activité qui joue d'une mobilité grandissante, ce projet se veut novateur et indispensable à la conduite de nos missions : soutenir et accompagner l'ensemble des personnes qui exercent le travail du sexe.

Cette plateforme, de par sa conception, est unique en Suisse. Elle permet à la fois aux TDS et à leurs client.e.s de bénéficier d'un site utile, fiable et performant, tout en proposant des espaces d'échanges et de discussions afin de lutter contre l'isolement et le manque d'informations, voire la désinformation.

Cette plateforme est également un moyen de créer des liens avec les TDS les plus isolé.e.s, ne travaillant que via le web, et de limiter l'exploitation abusive faite par les sites d'annonces et les salons gérant la publicité en ligne des TDS exerçant dans leur locaux. Des prises de contacts directs sont proposées à toutes les personnes qui s'inscrivent sur notre site, et des orientations sont faites sur l'ensemble des associations romandes partenaires du réseau « SexWork Migrations et Vulnérabilités ».

### CallMeToPlay

Lancé le 30 octobre 2018

**151 personnes inscrites**  
sur le site et ayant des  
profils actifs au  
31.12.2018

**49 067 visiteurs du site**

Des discussions privées sur la  
**santé sexuelle** et les  
nouveaux **outils** de  
prévention, les **mauvais**  
**clients**, les lieux de travail,  
la rédaction des annonces,  
que faire en cas  
**d'urgences...**



FEMMES



HOMMES



TRANS



COUPLE



BDSM

Le site a été pensé pour être à la fois attractif et ludique. Ainsi, des informations de prévention et de réduction des risques sont diffusées aux TDS lors de leur inscription, et aux client.e.s lors de leur navigation. Des vignettes, des pop-ups et des contenus didactiques accompagnent également les utilisateurs dans leurs recherches, rappelant quelques messages clés en matière de santé, de réduction des risques et de bonnes pratiques.

Il s'agit également d'apporter un soutien au quotidien via deux forums en ligne : un forum public pour les clients, et un forum privé, exclusivement destiné aux travailleur.se.s du sexe qui ont des annonces sur CallMeToPlay. Ces forums sont animés par des professionnel.le.s du travail du sexe et du secteur médico-social.



### Problème médical

En cas d'urgence médicale, composez le 144. Donnez avant tout votre localisation puis expliquez vos symptômes. Si vous appelez pour un.e client.e, donnez aussi avant tout votre localisation puis surtout expliquez si le/la client.e est conscient et / ou respire. S'il/elle ne respire pas, vous êtes face à une urgence médicale et vous devez commencer par libérer les voies aériennes (tête en arrière), insuffler deux fois dans le nez en fermant la bouche puis faire 30 compressions thoraciques. Cela s'appelle une réanimation cardio-pulmonaire. Recommencez ensuite ce cycle de 2 insufflations et 30 compressions thoraciques jusqu'à l'arrivée des secours.

Si le problème de santé vous touche personnellement et n'est pas une urgence, une première question se pose: Où aller en fonction de votre situation ? Avez-vous une assurance maladie (en Suisse, ailleurs) ? Quel est votre permis de travail ?

Il existe de nombreux lieux de soins, en fonction de chaque situation.

Si vous travaillez avec les 90 jours, vous n'aurez le droit qu'au remboursement des urgences médicales en Suisse par l'assurance de votre pays. Aussi, pour les traitements et consultations non-urgentes, il est conseillé de vous tourner vers des structures spécifiques comme la CAMSCO à Genève et la Policlinique Médicale Universitaire (PMU) à Lausanne.

## Soutien & Accompagnement

Le pôle « Soutien et Accompagnement » accueille et propose un soutien **social, administratif et/ou juridique** aux TDS.

Si les suivis administratifs constituent toujours la majeure partie des demandes, l'année 2018 a été marquée par un nombre croissant de personnes en état d'épuisement (burn out) ou qui n'en peuvent plus de leur activité. Nous avons reçu également de nombreuses sollicitations liées à des problèmes rencontrés sur **Internet** (usurpation d'identité, d'image, harcèlement...).

Une autre tendance observée est l'augmentation du nombre de personnes travaillant seules en appartement (+83%). Enfin, près des deux-tiers des entretiens s'effectuent dans une langue étrangère, et il est parfois nécessaire de faire appel à des interprètes.

**271 personnes  
accompagnées**

**109 nouveaux suivis  
675 entretiens**

## Tournées Outdoor dans les quartiers Pâquis/Gare pour les travailleuses et les travailleurs du sexe

Le quartier des Pâquis reste, encore aujourd'hui, un des lieux majeurs d'exercice du travail du sexe à Genève. Il s'y exerce de jour comme de nuit, dans la rue, dans des vitrines, des sexcenters ou encore des salons de massages érotiques.

Pour aller à la rencontre des travailleur.se.s du sexe, des tournées sont régulièrement effectuées dans le quartier, à pied et en journée. **58 tournées** ont eu lieu en 2018, générant **1328 contacts** au total (1303 femmes cisgenres, 25 femmes trans).

Une action spécifique envers les **travailleurs du sexe** (MSW) est organisée depuis 2014 par Aspasia. Cette année, nous avons créé **347 contacts avec des hommes** exerçant, de manière plus ou moins régulière et officielle, le travail du sexe grâce à **53 tournées** Outdoor sur les lieux de travail MSW.

Nous avons également instauré une présence sur les lieux de travail virtuels (sites d'escorting ou de rencontres) : **139** premiers contacts ont été établis, donnant lieu à **59**

**discussions** avec des TDS masculins exerçant via ces sites.

Enfin, **6 repas communautaires** ont été organisés avec des travailleur.se.s du sexe roumains pour parler de leur activité (**39** participations).

## Indoor

A Genève, le travail du sexe s'exerce aussi beaucoup à l'intérieur des salons de massages érotiques. Il y a environ 140 lieux Indoor dans tout le canton. Ces lieux font l'objet de visites régulières de la part des équipes d'Aspasie, dans le cadre de son action. En 2018, **197 visites** de salons ont été organisées, donnant lieu à **526 contacts avec des TDS**.

## Cours de français pour les TDS

En 2018, des fonds de Fedpol et du BIE permettaient d'engager notre professeure de français qui jusque-là travaillait bénévolement. En 2018, **104 sessions** (47 en groupe, 57 privés) ont eu lieu avec un total de **62 participantes**. Diverses thématiques sont abordées : vocabulaire du quotidien (vie privée et vie professionnelle), parties du corps, santé globale, vocabulaire de pratiques sexuelles, compréhension

de textes, rédaction de courriers. Une majorité d'élèves hispanophones (Espagne et Amérique Latine), mais aussi d'Europe de l'Est ou encore d'Asie du sud-est.

## Lutter contre toutes les formes de violences

**52 personnes victimes de violences** ont été accompagnées par Aspasie en 2018. Des violences multiples et multifformes : agressions physiques et/ou sexuelles, violences psychologiques telles que le harcèlement, abus, usure, encouragement à la prostitution, exploitation et traite des êtres humains...

## Plaidoyer et mobilisation

**Le Centre Grisélidis Réal : un lieu de ressources**

L'année 2018 aura été consacrée au gros travail de conservation des archives militantes de Grisélidis Réal, dont nous venons de fêter



l'inauguration au public en ce mois de mars 2019, au moment de ces lignes. Ce fond unique vient aujourd'hui enrichir le Centre Grisélidis Réal de documentation internationale et la bibliothèque sur la prostitution qu'Aspasie met à disposition du public depuis plusieurs années déjà. Leur mise en lumière ouvre de nouvelles et excitantes perspectives de recherches dans de nombreux domaines (historiques, sociologiques, artistiques, politiques, etc.).

### Expertise

En 2018, Aspasie a répondu à **38** sollicitations des médias, rencontré et accompagné **187** étudiants dans leurs travaux de recherches, et est intervenue à **5** reprises lors de présentations, débats ou conférences en lien avec la thématique du travail du sexe.

### Nouveaux locaux

Le besoin de trouver une surface plus grande et mieux adaptée à l'évolution du travail et des actions d'Aspasie et à la hausse constante de fréquentation de son public cible se faisait pressant depuis plusieurs années.

En 2017, nous avons identifié un local correspondant à nos besoins, situé à quelques dizaines de mètres

seulement de notre ancienne adresse dans le quartier des Pâquis. Nous avons réussi à négocier une baisse de loyer intéressante en prenant nous-mêmes en charge l'entier des travaux de rénovation et d'aménagement, grâce au soutien financier octroyé par deux fondations privées.



En août 2018, nous déménageons dans nos nouveaux locaux : un cadre lumineux et accueillant, doté d'un bel espace de réception et d'une petite cuisine pour mieux servir nos usager.ère.s, deux bureaux organisés en open space, trois pièces pour mener des entretiens en toute confidentialité, et une salle de meeting pour les cours de français, les séances d'information pour les TDS arrivant à Genève, et les diverses réunions.

## Travailler en réseau

**Aspasie travaille en réseau et en partenariat avec de multiples structures au niveau cantonal, régional, national et international.**

Le réseau romand « **Sex Work et Vulnérabilités** » : Aspasie, Fleur de Pavé (VD), Grisélidis (FR), PASS (NE) : Echanger, construire et mener des projets ensemble pour favoriser l'accès aux soins et la promotion de la santé ; mener des actions spécifiques auprès de groupes ayant des vulnérabilités accrues ; renforcer les compétences des travailleur.se.s du sexe en Romandie.

**ProCoRé** : Réseau national qui défend les intérêts des TDS en Suisse et s'engage pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail.

**CoRom** (Coordination romande des associations membres de l'Aide Suisse contre le Sida) : réfléchir ensemble à des projets communs en Romandie, partager nos objectifs, mutualiser nos compétences ... La CoRom a notamment soutenu le projet Call Me To Play depuis ses débuts.

Membre du **mécanisme genevois de lutte contre la Traite des êtres**

**humains** et participation aux actions de sensibilisation.

Membre du **Réseau Femmes** <sup>4</sup>

Membre du **CAPAS** <sup>5</sup> et du **STAMM**

### Et aussi :

Participation à la création de l'Association **Aux 6 Logis**<sup>6</sup> (logements relais pour des femmes à Genève) et membre du comité

Visites et échanges avec **l'Ambulatorium de Zurich** pour échanger sur l'accès aux soins et la promotion de la santé sexuelle auprès des TDS migrantes vulnérables

**Co-organisation d'une marche pour le 1<sup>er</sup> décembre** (journée mondiale de lutte contre le VIH/SIDA) avec le GSG, PVA Genève et Dialogai

Accueil des équipes du **Bus des Femmes**<sup>7</sup> (Paris) et de **l'Asbl Icar Wallonie**<sup>8</sup> (Liège) : échanges et participations à nos actions.

---

<sup>4</sup> [www.reseauaufemmes.ch](http://www.reseauaufemmes.ch)

<sup>5</sup> [www.capas-ge.ch](http://www.capas-ge.ch)

<sup>6</sup> [www.aux6logis.ch/](http://www.aux6logis.ch/)

<sup>7</sup> [www.busdesfemmes.org](http://www.busdesfemmes.org)

<sup>8</sup> [www.icar-wallonie.be](http://www.icar-wallonie.be)

# Comptes et bilan

## ASSOCIATION ASPASIE GENEVE

### COMPTE DE RESULTAT 2018 ET 2017

		Budget 2018 CHF	1.1.2018 au 31.12.2018 CHF	1.1.2017 au 31.12.2017 CHF
Subventions	(note 2/c)	949 650,00	1 012 699,50	789 918,00
Dons et cotisations	(note 2/d)	271 400,00	303 150,00	23 083,45
Vente de matériel de prévention		10 500,00	8 833,00	9 163,00
Autres produits	(note 2/e)	20 000,00	17 793,60	11 731,10
Etat de GE, emplois de solidarité(EdS)	(note 2/e)	0,00	0,00	10 339,20
Rbt Ass. Boulevards, salaires et charges	(note 2/e)	150 000,00	161 974,00	149 233,00
<b>Total des produits</b>		<b>1 401 550,00</b>	<b>1 504 450,10</b>	<b>993 467,75</b>
Frais du personnel	(note 3/f)	1 017 677,00	1 056 835,25	794 316,10
Frais des activités et des projets	(note 3/g)	240 700,00	92 527,79	102 924,57
Achats de matériel de prévention		10 500,00	9 706,45	10 476,40
Frais administratifs & autres charges	(note 4/h)	114 099,00	67 209,08	52 143,90
Amortissements		0,00	13 120,00	0,00
<b>Total des charges</b>		<b>1 382 976,00</b>	<b>1 239 398,57</b>	<b>959 860,97</b>
<b>Excédent des (charges)/produits</b>		<b>18 574,00</b>	<b>265 051,53</b>	<b>33 606,78</b>
Résultat financier	(note 4/i)	(300,00)	(461,63)	(252,25)
<b>Excédent des (charges)/produits avant affectation</b>		<b>18 274,00</b>	<b>264 589,90</b>	<b>33 354,53</b>
Attribution fonds affectés CGR		0,00	0,00	(8 897,00)
Attribution fonds affectés Plateforme Callmetoplay		0,00	0,00	(12 000,00)
Attribution fonds affectés Aménagement Pâquis		(110 000,00)	(145 000,00)	0,00
Attribution fonds affectés Séances d'information		0,00	(105 930,00)	0,00
Attribution fonds affectés Urgences santé		0,00	(8 987,00)	0,00
<b>Excédent des (charges)/produits avant répartition</b>		<b>(91 726,00)</b>	<b>4 672,90</b>	<b>12 457,53</b>

ASSOCIATION ASPASIE  
GENEVE

BILAN AU 31 DECEMBRE 2018 ET 2017

	2018	2017
	CHF	CHF
<b>ACTIF</b>		
<u>ACTIF CIRCULANT</u>		
Liquidités	162 057,29	126 661,06
Stock	1 417,00	1 417,00
Actifs transitoires	250 399,54	58 961,67
<b>Total actif circulant</b>	<b>413 873,83</b>	<b>187 039,73</b>
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>		
Garanties bancaires	21 655,00	5 753,30
Agencement	144 315,46	0,00
<b>Total actif immobilisé</b>	<b>165 970,46</b>	<b>5 753,30</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>579 844,29</b>	<b>192 793,03</b>
<u>PASSIF</u>		
<u>CAPITAUX ETRANGERS A COURT TERME</u>		
Créanciers divers	76 407,16	13 123,10
Passifs transitoires	96 642,15	37 464,85
<b>Total capitaux étrangers à court terme</b>	<b>173 049,31</b>	<b>50 587,95</b>
<u>FONDS AFFECTES</u>	(note 1/a)	
Fonds affectés projet Assit.Juridique et Judiciaire	3 279,40	3 279,40
Fonds affectés projet Secrétariat	6 300,00	6 300,00
Fonds affectés projet Parc Informatique	5 286,10	5 286,10
Fonds affectés projet Site Internet	4 000,00	4 000,00
Fonds affectés CGR	8 896,90	8 896,90
Fonds affectés Plateforme Callmetoplay	12 000,00	12 000,00
Fonds affectés Agencement Pâquis	145 000,00	0,00
Fonds affectés Séances d'information	105 930,00	0,00
Fonds affectés Urgences santé	8 987,00	0,00
<b>Total fonds affectés</b>	<b>299 679,40</b>	<b>39 762,40</b>
<u>CAPITAUX PROPRES</u>	(note 1/b)	
Capitaux propres au 1er janvier	43 442,68	30 985,05
Fonds de réserve trésorerie	50 000,00	50 000,00
Fonds de réserve ajustement salaire	9 000,00	9 000,00
Excédent des (charges)/produits après répartition	4 672,90	12 457,63
<b>Total fonds propres</b>	<b>107 115,58</b>	<b>102 442,68</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>579 844,29</b>	<b>192 793,03</b>

## Remerciements

Merci aux travailleuses et travailleurs du sexe qui nous font confiance et avec qui nous travaillons au quotidien pour améliorer nos prestations et rester en adéquation avec les réalités de terrain.

Nous remercions aussi très chaleureusement les membres cotisants, les membres du comité et les membres de l'équipe, qui s'engagent tout au long de l'année pour permettre la mise en œuvre de la mission exigeante d'Aspasie.

Merci à tous nos financeurs de nous soutenir et nous permettre de défendre les droits des travailleur.se.s du sexe grâce à de multiples actions organisées depuis plus de 35 ans.

Notre reconnaissance toute particulière à :

Comité d'honneur Sandro Cattacin, Ruth Dreifuss, Liliane Maury-Pasquier, Albert Rodrik, Carlo Sommaruga

Subventions Ville de Genève, Etat de Genève, Office fédéral de la santé publique (OFSP), CoRom, Aide Suisse contre le Sida (ASS), Fedpol, Loterie Romande

Dons Communes : Aire-la-Ville, Avusy, Carouge, Céligny, Meinier, Meyrin, Onex, Perly-Certoux, Plan-les-Ouates, Pregny-Chambésy, Presinge, Russin, Satigny, Vandœuvres

Fondations Assura, Fondation privée genevoise

Prestataires Fiduciaire Baumer & Cie SA, Marion Destraz, Séverine Gaudard, Get Architects, Zoé Blanc Scuderi, SwissTranslate, Trucker&Co, 8bitstudio

Supervisions Stéphane Jaquemet, Marie-José Lacasa, Joanna Pióro Ferrand

Services IT HelpMaybe

Photographies Eva-Luna Perez Cruz (p.9 et 10)

Imprimerie BSA Print Solutions

Grâce à son expertise depuis 1982, Aspasia :  
Conseille et oriente toute personne exerçant le  
travail du sexe -

Défend les droits fondamentaux et les intérêts  
des travailleur.se.s du sexe -

Œuvre à la promotion de la santé et à la  
prévention du VIH et des IST -

Lutte contre la traite et l'exploitation sexuelle -

Combat la stigmatisation et l'exclusion sociale.

Aspasia travaille de concert avec  
son association sœur Boulevards.

